



# ONU

# Sénégal Online

N° 370 du 15 Mai 2013

## Dans ce numéro :

<b>ONU</b> : Message du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'occasion de la Journée mondiale de la Presse	1-2
<b>ONU</b> : Journée mondiale de la liberté de la presse : l'ONU mobilise autour de la sécurité des journalistes.	3-4
<b>UNESCO-BREDA</b> : Journée mondiale de la liberté de la Presse : « <i>Parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les media</i> ».	5
<b>HCR</b> : Le HCR forme des soldats maliens au droit humanitaire	6-7
<b>PAM</b> : Atelier de partage des connaissances du PAA Africa (Purchase from Africa for Africa ) : Un exemple de partenariat pour vaincre l'insécurité alimentaire.	8-9

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.

Tél. : (221) 338699911 ; Fax : (221) 338605148  
 Adresse : Immeuble SOUMEX, Mamelles, Route des Almadies, BP 154 Dakar (Sénégal)

E-mail : [unic.dakar@unic.org](mailto:unic.dakar@unic.org)  
 Site Web : <http://dakar.unic.org>

## ONU : Journée mondiale de la liberté de la Presse



Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU

La liberté d'expression est un droit fondamental inscrit à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est la pierre angulaire de la bonne gouvernance, du développement durable et d'une paix et d'une sécurité durables.

Pourtant, chaque jour, des journalistes et des professionnels de la presse subissent partout dans le monde des intimidations, des menaces et des violences de la part de gouvernements, d'entreprises, de groupes criminels ou d'autres forces qui cherchent à les réduire au silence ou à les censurer.

Cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse est placée sous le thème « **Parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les médias** » et s'intéresse tout particulièrement aux moyens de protéger le droit des journalistes d'accomplir leur travail essentiel.

Les risques que les journalistes doivent affronter, qu'ils travaillent pour des médias traditionnels (radio, presse écrite ou télévision) ou pour des médias sociaux plus populaires (blogs, reportage citoyen), sont de plus en plus grands.

Au cours de la décennie écoulée, plus de 600 journalistes ont été tués – dont au moins 120 au cours de l'année écoulée. Des centaines d'autres ont été emprisonnés. Les dangers ne sont pas seulement physiques : qu'il s'agisse de cyberattaques ou de tentatives d'intimidation, les puissants ne reculent devant rien pour empêcher les médias de révéler leurs méfaits au grand jour.

Prises dans leur ensemble, toutes ces tragédies individuelles constituent une attaque contre le droit des gens de savoir la vérité. Je trouve particulièrement préoccupant de voir que si peu de responsables aient été punis.

Les Nations Unies ont adopté un plan d'action sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité dans l'objectif d'éveiller les consciences et d'encourager la prise de mesures concrètes pour permettre aux journalistes de travailler dans un environnement libre et sûr.

En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, engageons-nous à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les journalistes puissent tous, sans exception, faire le travail qui est le leur. S'ils peuvent parler sans crainte, c'est nous tous qui en bénéficions.

**« Au cours de la décennie écoulée, plus de 600 journalistes ont été tués – dont au moins 120 au cours de l'année écoulée. Des centaines d'autres ont été emprisonnés. »**

**Message du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'occasion de la Journée Mondiale de la Presse 2013**



## Journée mondiale de la liberté de la Presse : l'ONU mobilise autour de la sécurité des journalistes.



La photographe Farzana Wahidy, en train de couvrir une manifestation de femmes demandant davantage d'autonomisation, à Mazar-i-Sharif, dans le nord de l'Afghanistan. Photo: MANUA/Fardin Waezi.

Des responsables des Nations Unies ont lancé jeudi un appel à l'action pour garantir la sûreté des journalistes dans tous les pays, faisant écho au Secrétaire général Ban Ki-moon, qui a déclaré que **« lorsqu'il est possible de s'exprimer en toute sécurité, c'est le monde entier qui en bénéficie ».**

**« Chaque jour, la liberté d'expression fait face à de nouvelles menaces. Parce qu'ils contribuent à garantir la transparence et la responsabilité dans les affaires publiques, les journalistes sont souvent la cible de violences »,** ont rappelé Ban Ki-moon et la Directrice générale de l'Organisation des Nations

Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, dans un message conjoint adressé à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

**« Les professionnels des médias sont aussi trop nombreux à être victimes d'intimidations, de menaces et de violences. Trop nombreux à être soumis à la détention arbitraire et à la torture, souvent sans recours légal. Nous devons nous montrer fermes face à cette forme d'insécurité et d'injustice. »**

Le 3 mai a été proclamé Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993. Le thème choisi cette année, **« Parler sans crainte: assurer la liberté d'expression dans tous les médias »**, a pour ambition de susciter une action internationale en vue de protéger la sécurité de chaque journaliste, dans chaque pays, et de briser le cercle vicieux de l'impunité.

Selon l'UNESCO, plus de 600 journalistes ont été tués au cours des dix dernières années et, parmi eux, beaucoup n'exerçaient pas dans des zones de conflit. Il persiste un climat d'impunité – neuf assassinats de journalistes sur dix restent impunis.

M. Ban Ki-moon et Mme Bokova ont souligné que la liberté de la presse **« ne va pas de soi »** ; son exercice requiert un environnement sûr, propice au dialogue, dans lequel chacun peut s'exprimer librement et ouvertement sans crainte de représailles.

Ils ont également noté que l'action engagée doit concerner les médias traditionnels autant que le monde numérique, **« où l'information est de plus en plus produite et consommée ».**

**« Les blogueurs, les reporters citoyens et les producteurs de médias sociaux ainsi que leurs sources voient leur sécurité chaque jour plus menacée »,** relèvent-ils. **« Outre les agressions physiques, ils sont la cible de violences psychologiques et émotionnelles qui prennent la forme de cyberattaques, d'atteintes à la protection des données, d'intimidations, d'une surveillance injustifiée et de violations de la vie privée. »**

**« Ces agressions non seulement entravent le droit à la liberté d'expression et menacent la sécurité des journalistes en ligne et celle de leurs sources, mais elles nuisent à la possibilité pour tous de profiter d'un Internet libre et ouvert. »**

Les chefs de l'ONU et de l'UNESCO ont réitéré la ferme détermination de l'Organisation à mener une action coordonnée, à effectuer un travail de sensibilisation et à aider les pays à défendre les principes internationaux et à se doter d'une législation en faveur de la liberté d'expression et d'information, comme le prévoit le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

**« En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, nous appelons les gouvernements, les sociétés et les individus à tout mettre en œuvre pour protéger la sécurité de l'ensemble des journalistes, en ligne et hors ligne. Chacun de nous a une voix à faire entendre. Nous devrions tous pouvoir parler librement et en toute sécurité »,** ont ajouté M. Ban Ki-moon et Mme Bokova.

Parallèlement, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a souligné l'importance de garantir la liberté de la presse, alors que le pays se prépare aux élections présidentielles de 2014.

**« Parmi d'autres pouvoirs et contre-pouvoirs, des médias dynamiques, ouvrant la voie à un débat vigoureux et à une couverture médiatique équilibrée peuvent contribuer à la transparence et à la responsabilité nécessaires pour une véritable participation démocratique »,** a expliqué Ján Kubiš, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays.

Selon le Comité de protection des journalistes (CPJ), l'Afghanistan est l'un des dix pays les plus mal classés s'agissant de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. L'Iraq, la Somalie et les Philippines arrivent en tête de liste.

Les Nations Unies notent qu'en Somalie, les journalistes ne risquent pas seulement d'être tués chaque jour, mais aussi de subir des arrestations arbitraires, comme cela s'est produit plus tôt cette année lorsque l'un d'entre eux avait été accusé d'avoir inventé une histoire de viol sur la base d'une interview qui n'avait jamais été publiée.

Pour marquer la Journée, l'UNESCO organisera pendant trois jours une série de manifestations à San José, au Costa Rica, en mettant l'accent sur la sécurisation de la liberté d'expression dans tous les médias. Au cours d'une cérémonie, le Prix de la liberté UNESCO/Guillermo Cano sera remis à la journaliste éthiopienne Reeyot Alemu, auteur d'articles sur la pauvreté et l'égalité entre les sexes, qui purge actuellement une peine de cinq ans de prison.

L'UNESCO organise également un festival de trois jours à Rabat, au Maroc, pour marquer le 20ème anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Dans ce cadre, auront lieu des conférences, des ateliers de formation pour les journalistes, une exposition d'art et la projection d'un film.



**UNESCO-BREDA : Journée mondiale de la liberté de la Presse : « Parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les media ».**

La journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée le 03 mai 2013 dans la capitale du Sénégal. Le Bureau régional de l'organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, UNESCO- BREDA a accueilli les journalistes qui ont débattu du thème : « **parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les media** ».

Les professionnels des media ont estimé que le danger à la liberté de la presse n'est pas seulement dans les zones de conflit mais qu'il est partout. Loin des contextes de guerre, les reporters subissent de multiples violences physiques, morales, mentales et psychologiques.

Quant au conseiller régional de l'UNESCO-BREDA pour la communication et l'information, le Docteur Jean-Pierre Ilboudo, il s'est prononcé en faveur d'un large plaidoyer pour l'adoption, dans les plus brefs délais d'un code de la presse au Sénégal. « **Il faut un plaidoyer pour que le nouveau code soit adopté** » a-t-il dit.

**« Il faut un plaidoyer pour que le nouveau code soit adopté »**

Docteur Jean Pierre Ilboudou, Conseiller régional pour la Communication et l'Information de l'UNESCO-BREDA, à l'occasion de la Journée Mondiale de la Presse 2013



## Le HCR forme des soldats maliens au droit humanitaire

L'instructeur pose une question devant 150 soldats maliens dans une vaste salle de classe. « *Si l'ennemi entre dans une mosquée, le suivez-vous à l'intérieur pour le combattre ?* » demande-t-il. « *Non,* » répondent les soldats tous ensemble, avec des signes de la tête et du doigt.

« *Si l'ennemi se rend et dépose son arme, avez-vous le droit de l'attaquer ?* », demande l'instructeur. « *Non,* » répondent à nouveau les soldats en cœur.

La formation s'est récemment déroulée un samedi matin, sous une chaleur torride, à la base militaire de Koulikoro au sud du Mali. C'était l'un des six séminaires prévus sur la question des droits de l'homme et le droit humanitaire international qui sont financés par l'Union européenne, le HCR, OCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires) et d'autres organisations.

Les cours ont été conçus pour informer des soldats du contingent malien de la différence entre des combattants et des civils ; de la protection à assurer aux travailleurs humanitaires, aux enfants, aux réfugiés, aux personnes déplacées et à de hauts représentants de l'administration ; ainsi que de l'interdiction de prendre des personnes en otage, d'utiliser la torture, de tirer des coups de feu arbitraires ou d'effectuer des pillages.

Ce samedi, le HCR a formé au total 600 soldats maliens durant quatre sessions successives d'une heure, chaque classe comptant quelque 150 hommes. Les classes sur les droits humains font partie de l'entraînement au combat mené par l'Union européenne à Kouliboro, qui est situé à 60 kilomètres à l'ouest de Bamako, la capitale malienne. Le programme concerne 3 000 hommes, qui seront tous déployés dans le nord du pays.

Les cours spécifiques sur la question des droits de l'homme ont été requis par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en décembre qui a autorisé le déploiement d'une force africaine pour le maintien de la paix comptant 3 000 hommes au Mali, suite à l'intervention militaire menée par les Français qui a repoussé une attaque rebelle dans le pays. La résolution a souligné l'importance de la formation des forces militaires sur le droit humanitaire et la question des droits de l'homme.

« *J'ai trouvé que les cours sont très encourageants car les soldats se montrent très réceptifs aux principes du droit humanitaire international et ils comprennent l'importance non seulement de protéger les civils, mais aussi d'agir dans la légalité envers tous les Maliens* », a indiqué Pierre Jacques, employé du HCR en charge de la protection, qui a enseigné ce cours auprès des soldats.

L'armée malienne a été accusée par les Nations Unies et d'autres organisations internationales d'avoir commis des abus des droits de l'homme contre des partisans présumés des rebelles, y compris des Peuls, des Touaregs et des Arabes, depuis le lancement en janvier dernier de la contre-offensive. De hauts représentants maliens ont nié que les militaires menaient des représailles systématiques et ils ont promis d'arrêter et de juger toute personne responsable.



Pierre Jacques, employé du HCR en charge de la protection, écoute une question posée par l'un des soldats participant à une formation sur les droits humains à la base militaire de Koulikoro

Les Maliens continuent de fuir des combats sporadiques se déroulant au nord du pays et ils rejoignent les pays voisins. Beaucoup disent avoir fui car ils craignent les représailles. Aujourd'hui, on compte plus de 175 000 réfugiés maliens enregistrés en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso et en Algérie.

Dans ce contexte, des représentants du HCR ont indiqué être particulièrement encouragés par la participation de soldats touaregs aux formations. En créant une force militaire composée de différents groupes ethniques, on espère éviter les représailles. **« En tant que soldats maliens, vous n'avez pas le droit de mener des opérations de représailles »**, souligne Pierre Jacques.

Les participants, qui ont écouté intensément les traductions simultanées en bambara et tamasheq, ont indiqué qu'ils pourraient facilement mettre en application en situation réelle les concepts présentés lors du cours. **« Il y a des personnes innocentes aux alentours des lieux de combat et cette formation a pour objectif d'éviter de tuer des innocents »**, explique un soldat.

Des cas pratiques ont été proposés aux soldats concernant des personnes auxquelles ils sont susceptibles de faire face, et parfois les réponses n'étaient pas évidentes. Que faire, par exemple, quand un enfant armé semble prêt à vous attaquer ?

**« En tant qu'honorable soldat malien, vous devez tout faire pour neutraliser cet enfant soldat »**, déclare Pierre Jacques. **« Mais s'il est impossible de le neutraliser, vous devez protéger votre vie par tous les moyens. »**

En plus du droit international humanitaire, les séminaires abordent des sujets comme la protection des femmes et des enfants dans les conflits armés ; la coordination entre les militaires, les organisations humanitaires et les ONG ; ainsi que les droits des réfugiés et des personnes déplacées en situation de combat.

**« Je sais que parfois certaines règles du droit international humanitaire peuvent sembler absurdes mais les respecter, c'est ce qui fait la différence entre vous, les soldats de l'armée malienne, et les personnes qui agissent de manière illégale et déloyale »**, conclut Pierre Jacques sous les applaudissements.

**« Je sais que parfois certaines règles du droit international humanitaire peuvent sembler absurdes mais les respecter, c'est ce qui fait la différence entre vous, les soldats de l'armée malienne, et les personnes qui agissent de manière illégale et déloyale »**

Pierre Jacques, employé du HCR en charge de la protection



## PAM : Atelier de partage des connaissances du PAA Africa (Purchase from Africa for Africa) : Un exemple de partenariat pour vaincre l'insécurité alimentaire.



Monsieur Abdoul Mbaye, Premier ministre du Sénégal, lors de son discours d'ouverture

A Dakar, s'est tenu du 23 au 25 avril 2013, le premier atelier international de partage des connaissances du projet PAA (Purchase from Africa for Africa). La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Premier Ministre du Sénégal Abdoul Mbaye. Cette participation démontre l'engagement du gouvernement à l'égard des progrès du PAA Africa.

**«Au Brésil, le Président Lula a été le concepteur de la stratégie « Faim Zéro » qui regroupe un ensemble de projets coordonnés dont le Programme d'Achats publics de Produits Alimentaires (PAA-Brésil). En Afrique, particu-**

**lièrement au Sénégal, le Président Macky SALL, après avoir fait le tour du pays profond, après avoir visité les hameaux les plus reculés de notre territoire, s'est rendu compte de l'ampleur et de l'acuité de la crise alimentaire en milieu rural, et a proposé au Peuple sénégalais le programme YOONU YOKKUTE, pour sortir les campagnes de l'insécurité alimentaire chronique et de la pauvreté»** a souligné Monsieur Abdoul Mbaye lors de son discours d'ouverture.

Le PAA a pour objectif d'intégrer les activités agricoles dans l'éducation et aussi promouvoir l'agriculture locale. Le projet appuie les petits producteurs de riz de la région de Kédougou et une fois la production terminée le PAM achète la production au profit des cantines scolaires.

**«Je veillerai à ce qu'une attention soutenue soit portée par les ministres de notre Gouvernement à la PAA-Afrique, convaincu que les Gouvernements des autres pays, parties prenantes, en feront autant dans la deuxième phase du programme-pilote, afin que l'appropriation et la durabilité des bonnes pratiques acquises de la première phase soient garanties»,** a rajouté le Premier Ministre. Selon l'ambassadeur du Brésil au Sénégal, Mme Maria Elisa da Luna, **«le Programme achats des Africains pour l'Afrique est**



Mme Maria Elisa da Luna, Ambassadeur du Brésil, le Représentant par intérim de la FAO Mr Jose Louis Fernandez et Mme Inge Breuer Directrice du PAM





La photo de famille à la fin de la cérémonie officielle d'ouverture

*une initiative conjointe entre le PAM et la FAO visant à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et en même temps à générer des revenus entre agriculteurs et communautés vulnérables en Afrique».*

Dans son discours Mme Inge Breuer Directrice du PAM a indiqué que **«le PAA se veut un puissant levier économique pour booster la production agricole locale et permettre une bonne couverture des besoins alimentaires des communautés rurales»**. Avant d'ajouter que **«Travaillant tous main dans la main depuis 2010, nous sommes aujourd'hui en train de créer une forte synergie renforçant ainsi l'impact de notre action sur les personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition; la FAO apportant sa grande expertise technique dans le domaine du renforcement des capacités productives à travers la formation et l'approvisionnement en intrants, tandis que le PAM apporte une contribution à travers sa riche expérience accumulée dans le domaine des Achats pour le Progrès ou P4P»**.

La phase-pilote du PAA-Afrique s'exécute à Kédougou, dans le Sud-est du Sénégal, sur financement brésilien. Dans cette zone, 1.000 ménages vulnérables, 5 unions de Groupements d'intérêt économique et 115 cantines scolaires bénéficient du programme.